

Op de voordracht van Onze Minister van Begroting,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Ten niet-gesplitst krediet van 520.000 euro wordt afgenomen van het provisioneel krediet ingeschreven op het programma 03-41-1 (basisallocatie 41.1.0.0101) van de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 2005.

Dit bedrag wordt gevoegd bij het krediet dat voor het begrotingsjaar 2005 onder de basisallocatie 01.0.1.1119 (46) van de sectie 12 - Justitie is ingeschreven.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 3. Onze Minister van Begroting is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 1 mei 2006.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Begroting,
Mevr. F. VAN DEN BOSSCHE

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Un crédit non dissocié de 520.000 euros est prélevé du crédit provisionnel inscrit au programme 03-41-1 (allocation de base 41.1.0.0101) du budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2005.

Ce montant est rattaché au crédit prévu pour l'année budgétaire 2005 à l'allocation de base 01.0.1.1119 (46) de la section 12 - Justice.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 3. Notre Ministre du Budget est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 1^{er} mai 2006.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre du Budget,
Mme F. VAN DEN BOSSCHE

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2006 — 2045

[2006/201558]

24 MARS 2006. — Décret relatif à la mise en œuvre, la promotion et le renforcement des Collaborations entre la Culture et l'Enseignement

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

TITRE I^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Au sens du présent décret, on entend par :

1° « Ecoles » : les établissements d'enseignement organisant un enseignement maternel, primaire ou fondamental ordinaire ou spécialisé, un enseignement secondaire ordinaire de plein exercice ou un enseignement secondaire spécialisé, organisés ou subventionnés par la Communauté française;

2° « Opérateur culturel » : pour autant qu'elles aient été préalablement reconnues par le Ministre en charge de la Culture, toute personne morale, à l'exclusion des sociétés commerciales, reconnue ou subventionnée par la Communauté française, dont l'objet social ou l'activité relève des secteurs culturels et artistiques ressortissant aux compétences des Services du Gouvernement de la Communauté française; toute personne physique attestant d'une compétence et d'une expérience professionnelle artistique et pédagogique ainsi que les services culturels et artistiques du Gouvernement de la Communauté française;

3° « Etablissements d'enseignement partenaires » : les établissements visés à l'article 1^{er}, 3° du décret du 2 juin 1998 organisant l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française;

4° « Domaines culturels et artistiques » : les arts de la scène, les lettres, les arts visuels, l'architecture, le patrimoine culturel, l'audiovisuel, le cinéma, les arts numériques, les multimédias et les pratiques relevant de l'éducation permanente;

5° « Conseil de concertation » : l'organe visé au chapitre premier du Titre IV;

6° « Cellule Culture-Enseignement » : l'organe visé au chapitre 2 du Titre IV;

7° « Commission de sélection et d'évaluation » : l'organe visé au chapitre 3 du Titre IV.

Art. 2. L'emploi dans le présent décret des noms masculins pour les différents titres et fonctions est épicène en vue d'assurer la lisibilité du texte nonobstant les dispositions du décret du 21 juin 1993 relatif à la féminisation des noms de métier.

TITRE II. — Objectifs et dispositions générales

Art. 3. Les collaborations prévues par le présent décret ont pour objet de :

— Permettre aux élèves des écoles d'avoir accès, au cours de leur parcours scolaire, à la culture et aux différentes formes de la création et de l'expression artistique;

— Favoriser l'émancipation des élèves en leur donnant les moyens d'accéder aux différents langages de la création, en les aidant à développer leur créativité, leur imaginaire, en éveillant leur sensibilité;

— Renforcer, entre les écoles et les opérateurs culturels ou les établissements d'enseignement partenaires, les collaborations tendant à l'initiation des élèves aux activités culturelles et artistiques et à la pratique active de celles-ci;

— Renforcer et de valoriser les initiatives existantes, développées par la Communauté française, qui permettent la mise en œuvre d'activités conjointes entre les écoles et les opérateurs culturels ou les établissements d'enseignement partenaires;

— Organiser la mise à disposition, pour les enseignants, d'informations et d'outils pédagogiques leur permettant de développer des activités culturelles et artistiques avec leurs élèves.

Art. 4. Les collaborations prévues par le présent décret peuvent relever de tous les domaines culturels et artistiques.

Art. 5. Lorsqu'il conclut un contrat-programme ou une convention avec un opérateur culturel, dans le cadre de la réglementation en vigueur dans les secteurs culturel et artistique de ses services, le Gouvernement veille à responsabiliser cet opérateur culturel quant à sa mission d'approche du public scolaire.

Lorsqu'il conclut un contrat de coopération culturelle avec plusieurs opérateurs culturels et une autre autorité publique, le Gouvernement veille à ce que le projet de partenariat comporte des activités orientées vers les écoles et le public scolaire.

TITRE III. — *Des différentes actions visant à créer
et à renforcer les collaborations entre la culture et l'enseignement*

CHAPITRE I^{er}. — *Du programme d'actions concerté
pour une politique de collaboration entre la culture et l'enseignement*

Art. 6. Tous les 3 ans, le Gouvernement arrête, sur proposition du Conseil de concertation, un programme d'actions concerté pour une politique de collaboration entre la culture et l'enseignement. Ce programme d'actions comprend notamment :

— Les stratégies adoptées pour atteindre les objectifs repris à l'article 3 ainsi que les axes prioritaires en termes de disciplines et de publics, à cet égard, une attention particulière est accordée aux écoles en discriminations positives au sens du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives;

— Les actions à mettre sur pied pour atteindre ces objectifs;

— Les indicateurs permettant d'évaluer dans quelle mesure les objectifs auront été rencontrés;

— Les processus de coordination destinés à accroître les synergies entre les mondes de la culture et de l'enseignement;

— Des propositions relatives à la mise en œuvre de partenariats privilégiés visés aux articles 23 et suivants en veillant à ce que les différentes disciplines artistiques soient représentées.

— Des propositions relatives aux collaborations s'inscrivant dans le cadre des dispositifs développés et mis en œuvre par la Communauté française visées à l'article 22.

CHAPITRE II. — *De la labellisation*

Art. 7. Les activités culturelles et artistiques destinées au public scolaire peuvent être labellisées lorsqu'au terme d'un examen, la Cellule Culture-Enseignement constate qu'elles remplissent les critères d'exigence pédagogique et de qualité artistique fixés par le Gouvernement, sur proposition du Conseil de concertation.

Les activités culturelles et artistiques labellisées sont répertoriées comme telles dans une banque de données informatisée gérée par la Cellule Culture-Enseignement.

La Cellule Culture-Enseignement est tenue d'organiser auprès des écoles la promotion des activités labellisées.

CHAPITRE III. — *De l'inventaire des initiatives existantes*

Art. 8. La Cellule Culture-Enseignement réalise et maintient à jour un inventaire des initiatives développées par la Communauté française ou labellisées conformément à l'article 7, tendant à rapprocher la culture et l'art de l'école.

Elle organise chaque année la promotion de cet inventaire à l'intention des écoles.

CHAPITRE IV. — *De l'inventaire des outils pédagogiques*

Art. 9. La Cellule Culture-Enseignement recense les outils pédagogiques créés par des opérateurs culturels ou des enseignants, afin d'en permettre la diffusion.

Elle encourage les opérateurs culturels, en collaboration avec les enseignants, à créer et à utiliser de tels outils pédagogiques dans les activités réalisées avec l'école.

CHAPITRE V. — *De la médiation culture-enseignement*

Art. 10. La Cellule Culture-Enseignement favorise la rencontre entre les artistes, les opérateurs culturels et les enseignants afin qu'entre eux ils puissent initier et consolider des relations de partenariat.

CHAPITRE VI. — *De la rencontre des artistes à l'école*

Art. 11. La Cellule Culture-Enseignement ou d'autres services du Gouvernement de la Communauté française organisent à la demande des écoles des rencontres entre les artistes et les élèves de manière à établir un contact direct avec ceux et celles qui produisent les œuvres ou contribuent à la naissance des courants artistiques.

CHAPITRE VII. — *Des différentes collaborations entre la culture et l'enseignement faisant l'objet d'un financement*

Section 1^{re}. — *Dispositions communes*

Art. 12. § 1^{er}. Les collaborations entre les écoles et les opérateurs culturels faisant l'objet d'un financement peuvent être de 4 types :

— Durables telles que visées à la section 2;

— Ponctuelles telles que visées à la section 3;

— S'inscrivant dans le cadre des dispositifs développés et mis en œuvre par la Communauté française telles que visées à la section 4;

— Fondées sur des partenariats privilégiés telles que visées à la section 5.

§ 2. Les collaborations entre les écoles et les établissements d'enseignement partenaires faisant l'objet d'un financement peuvent être durables, telles que visées à la section 2.

§ 3. Les financements alloués aux collaborations visées par le présent chapitre sont des subventions destinées à couvrir tout ou partie des dépenses nécessaires à la mise en œuvre des projets, en ce y compris les rémunérations et autres frais du même type.

§ 4. Les moyens financiers alloués aux collaborations visées par le présent chapitre sont accordés dans la limite des crédits disponibles.

Section II. — Des collaborations durables

Art. 13. Par collaboration durable, il faut entendre toute activité culturelle ou artistique répondant à un appel à projets, menée sur une année scolaire, essentiellement réalisée durant le temps scolaire sur base d'une convention de partenariat conclue, soit entre l'école et un opérateur culturel, soit entre l'école et l'établissement d'enseignement partenaire.

Art. 14. Le Gouvernement communique chaque année un (des) appel(s) à projets conforme(s) à l'article 3 et s'inscrivant dans le programme d'actions concerté visé à l'article 6, qui invite(nt) les écoles, les opérateurs culturels et les établissements d'enseignement partenaires à se concerter en vue d'introduire un ou plusieurs projets de collaboration durable.

Art. 15. Le projet de collaboration durable est présenté par l'école, l'opérateur culturel ou l'établissement d'enseignement partenaire.

Le nombre de projets que peut présenter une école n'est pas limité pour autant que ces projets s'adressent à des groupes d'élèves différents.

Le nombre de projets que peut présenter un opérateur culturel ou un établissement d'enseignement partenaire n'est pas limité.

Art. 16. § 1^{er}. Pour être recevable, le projet de collaboration durable doit :

1° Etre adressé à la Cellule Culture-Enseignement au plus tard à l'échéance arrêtée dans l'appel à projets;

2° Comporter au moins les éléments suivants :

- La description précise du projet pour lequel est sollicité le financement;
- Le budget prévisionnel détaillé afférent au projet de collaboration;
- Le volume des activités prévues, dont une au moins se déroule en dehors de l'école;
- La description du public visé;
- La convention de partenariat visée au 3°.

3° Comprendre l'engagement mutuel de l'école, de l'opérateur culturel et/ou de l'établissement partenaire, d'assurer l'organisation des activités conformément à une convention de partenariat conclue entre les parties concernées et qui précise l'allocation du financement. Le modèle de cette convention de partenariat est arrêté par le Gouvernement;

4° Etre approuvé par le chef d'établissement, en ce qui concerne l'enseignement organisé par la Communauté française; par le pouvoir organisateur, pour l'enseignement subventionné par la Communauté française.

§ 2. Le Gouvernement arrête, sur proposition du Conseil de concertation, le modèle de descriptif du projet et le modèle de budget prévisionnel visés au § 1^{er}, 2°.

Art. 17. § 1^{er}. Sans préjudice du programme d'actions concerté visé à l'article 6, la Commission de sélection et d'évaluation soumet au Gouvernement les projets de collaborations durables qu'elle a sélectionnés en fonction des critères suivants :

1° L'implication des participants, particulièrement le degré d'implication des élèves et des enseignants dans le projet;

2° La participation active des élèves dans les activités développées dans le projet;

3° Le degré de préparation du projet, la qualité de ses objectifs et des méthodes utilisées;

4° La cohérence du projet avec les référentiels communs d'enseignement;

5° L'apport du projet aux élèves sur le plan d'au moins un des objectifs suivants :

- Le développement des capacités d'analyse et de l'esprit critique des élèves et leur initiation à une démarche citoyenne;

- La lutte contre les formes d'exclusion socioculturelle par la sensibilisation à la diversité des formes de culture, d'expression et de créativité;

- Le développement chez les élèves du goût pour la fréquentation des lieux de production et de diffusion culturelles et le contact direct avec les oeuvres par l'appropriation des langages culturels et artistiques;

- Le renforcement des liens entre les écoles et leur environnement immédiat par le développement d'activités culturelles et artistiques qui impliquent le regard des élèves sur leurs quartiers, leurs lieux de vie, l'histoire de ceux-ci et la mémoire des populations qui y vivent.

6° Les prolongements donnés au projet une fois l'activité réalisée.

§ 2. En complément aux critères énumérés au § 1^{er}, le Gouvernement peut définir des critères en relation avec les priorités qu'il formule dans le programme d'actions concerté visé à l'article 6.

Section III. — Des collaborations ponctuelles

Art. 18. Par collaboration ponctuelle, il faut entendre toute activité culturelle et artistique initiée entre un opérateur culturel et une école, ne répondant pas à un appel à projets, pouvant être réalisée pendant ou en dehors du temps scolaire et impliquant la conclusion d'une convention de partenariat.

Art. 19. Le projet de collaboration ponctuelle est présenté par l'opérateur culturel ou l'école.

Le nombre de projets que peut présenter une école n'est pas limité pour autant que ces projets s'adressent à des groupes d'élèves différents.

Le nombre de projets que peut présenter un opérateur culturel n'est pas limité.

Art. 20. § 1^{er}. Pour être recevable, le projet de collaboration ponctuelle doit :

1° Etre adressé à la Cellule Culture-Enseignement avant le 15 novembre en ce qui concerne les projets dont l'activité doit débiter dans une période comprise entre la reprise des cours après les vacances d'hiver et le 30 juin; et avant le 30 avril en ce qui concerne les projets dont l'activité doit débiter dans une période comprise entre le 1^{er} septembre et le 31 décembre de l'année scolaire suivante;

2° Comporter au moins les éléments suivants :

- La description précise du projet pour lequel est sollicité le financement;
- Le budget prévisionnel détaillé afférent au projet de collaboration;
- La description du public visé;
- La convention de partenariat visée au 3°;

3° Comprendre l'engagement mutuel de l'école, de l'opérateur culturel et/ou de l'établissement partenaire, d'assurer l'organisation des activités conformément à une convention de partenariat conclue entre les parties concernées et qui précise l'allocataire du financement. Le modèle de cette convention de partenariat est arrêté par le Gouvernement;

4° Etre approuvé par le chef d'établissement, en ce qui concerne l'enseignement organisé par la Communauté française; par le pouvoir organisateur, pour l'enseignement subventionné par la Communauté française.

§ 2. Le Gouvernement arrête, sur proposition du Conseil de concertation, le modèle de descriptif du projet et le modèle de budget prévisionnel visés au § 1^{er}, 2°.

Art. 21. § 1^{er}. Sans préjudice du programme d'actions concerté visé à l'article 6, la Commission de sélection et d'évaluation soumet au Gouvernement les projets de collaborations ponctuelles recevables qu'elle a sélectionnés en fonction des critères suivants :

- 1° Le degré de préparation du projet, la qualité de ses objectifs et des méthodes utilisées;
- 2° La cohérence du projet avec les référentiels communs d'enseignement;
- 3° L'apport du projet aux élèves sur le plan d'au moins un des objectifs suivants :
 - Le développement des capacités d'analyse et de l'esprit critique des élèves et leur initiation à une démarche citoyenne;
 - La lutte contre les formes d'exclusion socioculturelle par la sensibilisation à la diversité des formes de culture, d'expression et de créativité;
 - Le développement chez les élèves du goût pour la fréquentation des lieux de production et de diffusion culturelles et le contact direct avec les oeuvres par l'appropriation des langages culturels et artistiques;
 - Le renforcement des liens entre les écoles et leur environnement immédiat par le développement d'activités culturelles et artistiques qui impliquent le regard des élèves sur leurs quartiers, leurs lieux de vie, l'histoire de ceux-ci et la mémoire des populations qui y vivent.

4° Les prolongements donnés au projet une fois l'activité réalisée.

§ 2. En complément aux critères énumérés au § 1^{er}, le Gouvernement peut définir des critères en relation avec les priorités qu'il formule dans le programme d'actions concerté visé à l'article 6.

Section IV. — Des collaborations s'inscrivant dans le cadre des dispositifs développés et mis en œuvre par la Communauté française

Art. 22. Quand un projet de collaboration s'intègre dans le cadre des dispositifs développés et mis en œuvre par la Communauté française repris dans le programme d'actions concerté visé à l'article 6, il est présumé répondre aux objectifs visés à l'article 3 et peut bénéficier d'un financement.

Section V. — Des partenariats privilégiés

Art. 23. Sur proposition du Conseil de concertation, le Gouvernement peut conclure des partenariats privilégiés avec certains opérateurs culturels justifiant d'une expérience et d'une notoriété pédagogiques et dont l'action, s'étendant à l'ensemble du territoire de la Communauté française, est accompagnée de productions pédagogiques.

Art. 24. Un partenariat privilégié implique un financement pluriannuel dont les modalités sont précisées dans une convention ou un contrat-programme conclu entre la Communauté française et l'opérateur culturel.

Le Gouvernement fixe les modalités et le contenu de cette convention, ainsi que le montant maximal annuel qui peut être alloué en vertu de cette convention.

Cette convention précise notamment la nature et le volume des activités culturelles et artistiques qui seront réalisées, les modalités d'évaluation de celles-ci, les budgets alloués, les dates d'entrée en vigueur et d'échéance de la convention, les modalités de modification, de suspension ou de résiliation de la convention, et le délai de transmission d'un rapport final d'activités.

TITRE IV. — Cadre organisationnel

CHAPITRE I^{er}. — Du Conseil de concertation

Section 1^{re}. — Composition

Art. 25. Il est institué un Conseil de concertation permanent entre la Direction générale de l'Enseignement obligatoire et la Direction générale de la Culture et le Service général de l'Audiovisuel et du Multimédia, dénommé ci-après « le Conseil de concertation ».

Le Conseil de concertation est présidé par le Secrétaire général du Ministère de la Communauté française, sous l'autorité duquel il est directement placé.

Le Conseil de concertation est composé :

- 1° Du coordinateur de la cellule Culture-Enseignement;
- 2° D'un représentant du Ministre en charge de l'Enseignement obligatoire, d'un représentant du Ministre en charge de l'Enseignement secondaire artistique à horaire réduit et d'un représentant du Ministre en charge de la Culture;
- 3° Du Directeur général de l'Enseignement obligatoire et du Directeur de l'Enseignement secondaire artistique à horaire réduit;
- 4° Du Directeur général de la Culture et du Directeur général adjoint du Service général de l'Audiovisuel et des Multimédias;
- 5° De 4 représentants des Services de l'Inspection de la Communauté française : un pour l'enseignement fondamental, un pour l'enseignement secondaire, un pour l'enseignement spécialisé et un pour l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit;

6° De 3 experts externes désignés par les Ministres chargés de l'Enseignement obligatoire, de l'Enseignement secondaire artistique à horaire réduit et de la Culture.

Le secrétariat est assuré par le coordinateur de la Cellule Culture-Enseignement.

Section II. — Missions

Art. 26. Le Conseil de concertation est chargé :

1° Tous les trois ans, de soumettre à l'approbation du Gouvernement le programme d'actions concerté visé à l'article 6;

2° De proposer au Gouvernement une grille de sélection pour les projets de collaborations durables et ponctuelles qui décline les objectifs et critères visés aux articles 3, 17 et 21 conformément aux stratégies et axes prioritaires adoptés dans le cadre du programme d'actions concerté;

3° De proposer au Gouvernement une grille d'évaluation des collaborations permettant d'indiquer dans quelle mesure ces dernières ont rencontré les objectifs et critères généraux visés aux articles 3, 17 et 21, ainsi que les stratégies et axes prioritaires adoptés dans le cadre du programme d'actions concerté;

4° De proposer au Gouvernement les critères d'exigence pédagogique et de qualité artistique et les modalités d'octroi de la labellisation des activités culturelles et artistiques destinées au public scolaire visées à l'article 7;

5° De proposer au Gouvernement les critères de présentation de l'information relative aux activités culturelles et artistiques labellisées destinées au public scolaire;

6° De proposer au Gouvernement, dans le programme d'actions concerté, les dispositifs développés et mis en oeuvre par la Communauté française dont les projets de collaboration visés à l'article 22 pourront bénéficier d'un financement;

7° De proposer au Gouvernement, dans la limite des crédits disponibles, la conclusion de partenariats privilégiés avec certains opérateurs culturels, conformément aux articles 23 et suivants;

8° D'établir au terme de la durée d'application de chaque programme d'actions concerté, sur base du rapport préalable transmis par la Commission de sélection et d'évaluation visé à l'article 30, § 3, un rapport d'évaluation qu'il transmet au Gouvernement. Le Gouvernement transmet ce rapport au Parlement pour information dans les deux mois de sa réception.

9° De proposer au Gouvernement, d'initiative ou à la demande d'un (des) Ministre(s) concerné(s), des modifications visant à améliorer soit le décret lui-même, soit son application.

CHAPITRE II. — De la Cellule Culture-Enseignement

Art. 27. § 1^{er}. La Cellule Culture-Enseignement, créée au sein du Secrétariat général du Ministère de la Communauté française, est notamment chargée de la mise en oeuvre du programme d'actions concerté visé à l'article 6.

A ce titre, elle exerce la mission de guichet unique. Dans le cadre de cette mission, elle :

— Centralise tant les demandes d'information émanant des enseignants et des opérateurs culturels que les demandes d'octroi de financement des collaborations et les demandes de labellisation des activités culturelles et artistiques destinées au public scolaire;

— Tient à jour l'inventaire des initiatives existantes développées par la Communauté française ou labellisées qui tendent à rapprocher la culture et l'art de l'école visé à l'article 8 et en assure la diffusion via une banque de données informatisée accessible à tous;

— Recense, conformément à l'article 9, les outils pédagogiques créés par les opérateurs culturels et les enseignants et assure la diffusion de ce recensement via une banque de données informatisée accessible à tous;

— Stimule la production d'outils pédagogiques élaborés conjointement par les opérateurs culturels et les enseignants;

— Favorise les rencontres visant à une meilleure connaissance mutuelle entre les opérateurs culturels et les enseignants, débouchant à terme sur la création et la consolidation des relations de partenariat conformément à l'article 10;

— Organise des rencontres entre les artistes et les élèves, à la demande des écoles conformément à l'article 11.

§ 2. La Cellule Culture-Enseignement est également chargée de statuer sur la recevabilité :

1° Des projets de collaborations durables et de vérifier s'ils satisfont :

a) Aux critères de recevabilité fixés par l'article 16;

b) Aux conditions de présentation des projets fixées par l'appel à projets.

2° Des projets de collaborations ponctuelles et de vérifier s'ils satisfont aux critères de recevabilité fixés à l'article 20.

La cellule Culture-Enseignement accuse réception du dossier et vérifie si le dossier est complet au sens des articles 16 et 20.

Si le dossier est incomplet, elle en avertit le demandeur. Ce dernier dispose d'un délai de quinze jours pour transmettre les pièces manquantes. A défaut, la demande est considérée comme irrecevable de plein droit.

Si la demande est recevable, la cellule Culture-Enseignement la communique à la Commission de sélection et d'évaluation.

CHAPITRE III. — De la Commission de sélection et d'évaluation

Section 1^{re}. — Composition et fonctionnement

Art. 28. § 1^{er}. Il est institué une Commission de sélection et d'évaluation, chargée de soumettre au Gouvernement la sélection et l'évaluation des projets de collaborations, dénommée ci-après « la Commission ».

La Commission est présidée par le Secrétaire général du Ministère de la Communauté française ou son délégué.

§ 2. Elle est composée :

1° D'un représentant du Ministre en charge de l'Enseignement obligatoire, d'un représentant du Ministre en charge de l'Enseignement artistique à horaire réduit et d'un représentant du Ministre en charge de la Culture;

2° De 4 représentants des Services de l'Inspection de la Communauté française : un pour l'enseignement fondamental, un pour l'enseignement secondaire, un pour l'enseignement spécialisé et un pour l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit;

3° Du Directeur général de la Culture, ou de son délégué;

4° Du Directeur général adjoint du Service général de l'Audiovisuel et des Multimédias, ou de son délégué;

5° Du Directeur général de l'Enseignement obligatoire, ou de son délégué;

6° Du Directeur de l'Enseignement secondaire artistique à horaire réduit, ou de son délégué;

7° De 4 représentants d'opérateurs culturels désignés par le Gouvernement pour une période de trois ans, après un appel aux candidats dont les modalités sont arrêtées par le Gouvernement qui veille à un équilibre entre les différentes disciplines artistiques et domaines culturels;

8° Du Directeur général adjoint du Service général des Affaires pédagogiques et du Pilotage du réseau d'enseignement organisé par la Communauté française ou de son délégué;

9° De 4 représentants désignés par les organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs de l'enseignement;

10° Du coordinateur de la Cellule Culture- Enseignement.

§ 3. Les membres visés aux points 1° à 9°, ainsi que le Président, siègent avec voix délibérative. Le membre visé au 10° siège avec voix consultative et fait office de secrétaire.

La Commission recourt, chaque fois qu'elle l'estime nécessaire, à l'avis d'experts ayant voix consultative.

Art. 29. La Commission est convoquée par le Président qui fixe l'ordre du jour des travaux.

La Commission ne délibère valablement que si la moitié des membres ayant voix délibérative sont présents ou représentés.

La Commission prend ses décisions à la majorité des deux tiers des membres présents.

Le Gouvernement arrête les autres modalités de fonctionnement de la Commission.

Section II. — Missions

Art. 30. § 1^{er}. Dans la limite des crédits disponibles, la Commission propose au Gouvernement, les projets de collaborations durables et ponctuelles qui répondent aux objectifs et critères généraux tels que déclinés dans la grille de sélection visée à l'article 26, 2° ainsi que, pour chacun de ces projets, le montant de la subvention à octroyer après vérification de l'adéquation entre le montant demandé et les activités développées dans le cadre du projet de collaboration.

§ 2. La Commission procède à l'évaluation des projets de collaboration sélectionnés à l'aide de la grille d'évaluation visée à l'article 26, 3°.

A cette fin, dans les délais fixés par le Gouvernement sur proposition du Conseil de concertation, le bénéficiaire de la subvention adresse à la Cellule Culture-Enseignement un rapport d'activité comprenant au minimum les éléments suivants :

1° Une évaluation culturelle et artistique;

2° Le volume d'activité;

3° Le nombre d'élèves ayant bénéficié des activités organisées dans le cadre de la collaboration;

4° Les comptes liés aux activités organisées dans le cadre de la collaboration.

§ 3. Au terme de la durée d'application de chaque programme d'actions concerté, la Commission transmet au Conseil de concertation un rapport préalable en vue d'enrichir le rapport d'évaluation visé à l'article 26, 8°.

TITRE V. — Disposition abrogatoire

Art. 31. Le décret du 12 mai 2004 relatif à la promotion des activités culturelles dans l'enseignement et le décret du 12 mai 2004 relatif au développement des synergies entre le monde de l'enseignement et le monde culturel sont abrogés.

TITRE VI. — Dispositions transitoires

Art. 32. Pour ce qui concerne les projets de collaborations durables se rapportant à l'année scolaire 2006/2007, par dérogation à l'article 14, le Gouvernement communique un (des) appel(s) à projets conforme(s) à l'article 3 qui invite(nt) les écoles, les opérateurs culturels et les établissements d'enseignement partenaires à se concerter en vue d'introduire un ou plusieurs projets de collaboration durable.

Art. 33. Pour ce qui concerne les projets de collaborations ponctuelles et durables se rapportant à l'année scolaire 2006/2007, par dérogation aux articles 16, 17, 20 et 21, la Commission de sélection et d'évaluation se réunit au moins deux fois avant la fin de l'année scolaire 2005/2006 et propose au Gouvernement dans la limite des crédits disponibles,

— Les projets de collaborations ponctuelles qui répondent aux objectifs et critères généraux visés aux articles 3 et 21;

— Les projets de collaborations durables, qui répondent aux objectifs et critères généraux visés aux articles 3 et 17.

TITRE VII. — *Entree en vigueur*

Art. 34. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} avril 2006.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 24 mars 2006.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française,
chargée de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,

Mme M. ARENA

La Vice-Présidente

et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales,

Mme M.-D. SIMONET

Le Vice-Président et Ministre du Budget et des Finances,

M. DAERDEN

Le Ministre de la Fonction publique et des Sports,

C. EERDEKENS

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel et de la Jeunesse,

Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,

Mme C. FONCK

—————
Note

Session 2005-2006

Documents du Conseil - Projet de décret, n° 226-1 - Amendements de commission, n° 226-2 - Rapport, n° 226-3.
Compte-rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 21 mars 2006.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2006 — 2045

[2006/201558]

**24 MAART 2006. — Decreet betreffende het instellen,
bevorderen en versterken van samenwerkingsverbanden tussen Cultuur en Onderwijs**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL I. — *Definities*

Artikel 1. In de zin van dit decreet wordt verstaan onder :

1° « Scholen » : de onderwijsinrichtingen die gewoon of gespecialiseerd kleuter-, lager of basisonderwijs, gewoon secundair onderwijs met volledig leerplan of gespecialiseerd secundair onderwijs organiseren, dat door de Franse Gemeenschap wordt georganiseerd of gesubsidieerd;

2° « Culturele operator » : voorzover ze voorafgaandelijk erkend werden door de Minister van Cultuur, elke rechtspersoon, met uitzondering van commerciële ondernemingen, die erkend of gesubsidieerd wordt door de Franse Gemeenschap, waarvan het maatschappelijk doel of de activiteit onder de culturele en artistieke sectoren ressorteert die onder de bevoegdheden van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap vallen; elke natuurlijke persoon die een artistieke en pedagogische beroepservaring kan bewijzen alsook de culturele en artistieke diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap;

3° « Partneronderwijsinrichtingen » : de inrichtingen bedoeld in artikel 1, 3° van het decreet van 2 juni 1998 houdende organisatie van het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;

4° « Artistieke en culturele gebieden » : de podiumkunsten, de letteren, de visuele kunsten, de bouwkunst, het cultureel erfgoed, de audiovisuele sector, de films, de digitale kunsten, de multimedia en de praktijken die onder de permanente opvoeding ressorteren;

5° « Overlegraad » : het orgaan bedoeld in hoofdstuk 1 van Titel IV;

6° « Cel Cultuur-Onderwijs » : het orgaan bedoeld in hoofdstuk 2 van Titel IV;

7° « Selectie- en evaluatiecommissie » : het orgaan bedoeld in hoofdstuk 3 van Titel IV.

Art. 2. Voor de leesbaarheid van de tekst geldt het gebruik in dit decreet van mannelijke namen voor de verschillende titels en ambten voor beide geslachten, niettegenstaande de bepalingen van het decreet van 21 juni 1993 betreffende de vervrouwelijking van de namen van beroep.

TITEL II. — *Doelstellingen en algemene bepalingen*

Art. 3. De samenwerkingsverbanden bepaald in dit decreet hebben tot doel :

- de leerlingen van de scholen toegang te verlenen tijdens hun schooljaren tot cultuur en tot de verschillende vormen van artistieke creatie en kunstuitdrukking;

- de emancipatie van de leerlingen te bevorderen waarbij deze middelen krijgen om toegang te hebben tot de verschillende talen van creatie zodat ze hun creativiteit en verbeeldingskracht kunnen ontwikkelen door hun gevoeligheid te doen ontluiken;

- tussen de scholen en de culturele operatoren of partneronderwijsinrichtingen, de samenwerkingen te versterken met het oog op de initiatie van leerlingen tot culturele en artistieke activiteiten en op de actieve praktijk van deze activiteiten;

- de bestaande initiatieven te versterken en te herwaarderen die door de Franse Gemeenschap worden ontwikkeld zodat de scholen en de culturele operatoren of de partneronderwijsinrichtingen gezamenlijke activiteiten kunnen instellen;

- de terbeschikkingstelling van informatie en pedagogische hulpmiddelen voor leerkrachten te organiseren waarbij ze met hun leerlingen culturele en artistieke activiteiten kunnen ontwikkelen.

Art. 4. De samenwerkingen bedoeld in dit decreet kunnen onder alle culturele en artistieke gebieden ressorteren.

Art. 5. Wanneer zij een programmaovereenkomst of een overeenkomst sluit met een culturele operator, binnen het kader van de reglementering die van kracht is in de culturele en artistieke sectoren van haar diensten, zal de Regering deze culturele operator op zijn verantwoordelijkheid wijzen in verband met zijn aanpak van het schoolpubliek.

Wanneer zij een contract van culturele samenwerking met verschillende culturele operatoren en een andere openbare overheid sluit, zal de Regering ervoor zorgen dat het partnerschapsproject activiteiten omvat die gericht zijn op de scholen en het schoolpubliek.

TITEL III. — *Verskillende acties die tot doel hebben de samenwerking in te stellen en te versterken tussen cultuur en onderwijs*

HOOFDSTUK I. — *Overlegd actieprogramma voor een samenwerkingsbeleid tussen cultuur en onderwijs*

Art. 6. Om de drie jaar bepaalt de Regering, op voorstel van de Overlegraad, een overlegd actieprogramma voor een samenwerkingsbeleid tussen cultuur en onderwijs.

Dit actieprogramma bestaat namelijk uit :

- de strategieën aangenomen om de doelstellingen bedoeld in artikel 3 en de prioritaire hoofdlijnen inzake disciplines en publiek te bereiken; daartoe wordt een bijzondere aandacht besteed aan de scholen in positieve discriminatie in de zin van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie;

- de acties die gevoerd moeten worden om deze doelstellingen te bereiken;

- de indicatoren waarbij geëvalueerd kan worden in zoverre de doelstellingen zullen bereikt zijn;

- de coördinatieprocessen die tot doel hebben de synergieën tussen de werelden van cultuur en onderwijs te verhogen;

- de voorstellen betreffende het instellen van geprivilegieerde partnerschappen bedoeld in de artikelen 23 en volgende waarbij ervoor wordt gezorgd dat de verschillende artistieke disciplines vertegenwoordigd worden;

- de voorstellen betreffende de samenwerkingen die passen in het kader van de mechanismen die ontwikkeld en ingesteld worden door de Franse Gemeenschap, bedoeld in artikel 22.

HOOFDSTUK II. — *Labeling*

Art. 7. De culturele en artistieke activiteiten die bestemd zijn voor het schoolpubliek kunnen gelabeld worden wanneer na een onderzoek, de Cel Cultuur-Onderwijs vaststelt dat ze aan de vereiste criteria inzake pedagogie en artistieke kwaliteit voldoen die bepaald worden door de Regering, op voorstel van de Overlegraad.

De gelabelde culturele en artistieke activiteiten worden alsdudanig in een computergestuurde databank opgenomen die beheerd wordt door de Cel Cultuur-Onderwijs.

De Cel Cultuur-Onderwijs is ertoe gehouden de bevordering van de gelabelde activiteiten in de scholen te organiseren.

HOOFDSTUK III. — *Lijst van de bestaande initiatieven*

Art. 8. De Cel Cultuur-Onderwijs stelt een lijst op en houdt ze bij van de initiatieven die ontwikkeld worden door de Franse Gemeenschap of gelabeld worden overeenkomstig artikel 7 die tot doel hebben de cultuur en de kunst dichter bij de school te brengen.

Ze organiseert elk jaar de bevordering van de bovenvermelde lijst ten aanzien van de scholen.

HOOFDSTUK IV. — *Lijst van de pedagogische hulpmiddelen.*

Art. 9. De Cel Cultuur-Onderwijs stelt een lijst op van de pedagogische hulpmiddelen die ontwikkeld worden door de culturele operatoren en de leerkrachten om ze te verspreiden.

Ze moedigt de culturele operatoren aan, in samenwerking met de leerkrachten, om zulke pedagogische hulpmiddelen te ontwikkelen en te gebruiken voor de activiteiten van de school.

HOOFDSTUK V. — *Mediatie cultuur-onderwijs*

Art. 10. De Cel Cultuur-Onderwijs bevordert de ontmoeting tussen kunstenaars, culturele operatoren en leerkrachten zodat ze partnerschapsverbanden tussen elkaar kunnen leggen en versterken.

HOOFDSTUK VI. — *Ontmoeting van kunstenaars op school*

Art. 11. De Cel Cultuur-Onderwijs of andere diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap organiseren, op verzoek van de scholen, ontmoetingen met de kunstenaars en de leerlingen zodat rechtstreeks contact gelegd kan worden met diegene die kunstwerken maken of die aan het ontstaan van kunststromingen meewerken.

HOOFDSTUK VII. — *Verskillende samenwerkingen tussen cultuur en onderwijs die voor een financiering in aanmerking komen*

Afdeling I. — Gemeenschappelijke bepalingen

Art. 12. § 1. De samenwerkingen tussen de scholen en de culturele operatoren die voor een financiering in aanmerking komen, mogen van 4 soorten zijn :

- duurzaam zoals bedoeld in afdeling 2;

- punctueel zoals bedoeld in afdeling 3;

- die in het kader passen van de mechanismen ontwikkeld en ingeleid door de Franse Gemeenschap zoals bedoeld in afdeling 4;

- die op geprivilegieerde partnerschappen gebaseerd zijn zoals bedoeld in afdeling 5.

§ 2. De samenwerkingen tussen de scholen en de partneronderwijsinstellingen die voor een financiering in aanmerking komen, mogen duurzaam zijn zoals bedoeld in afdeling 2.

§ 3. De financieringen die toegekend worden aan de samenwerkingen bedoeld in het vorige hoofdstuk, zijn subsidies om alles of een gedeelte van de uitgaven te dekken die nodig zijn voor het opstellen van projecten, met inbegrip van de bezoldigingen en andere kosten van hetzelfde type.

§ 4. De financiële middelen die toegekend worden aan de samenwerkingen bedoeld in dit hoofdstuk, worden toegekend binnen de perken van de beschikbare kredieten.

Afdeling II. — Duurzame samenwerking

Art. 13. Onder duurzame samenwerking wordt verstaan elke culturele of artistieke activiteit die beantwoordt aan een oproep voor projecten, georganiseerd gedurende een schooljaar, die hoofdzakelijk georganiseerd wordt tijdens de schoolperiode op basis van een partnerschapsovereenkomst gesloten ofwel tussen de school en een culturele operator, ofwel tussen de school en de partneronderwijsinrichting.

Art. 14. De Regering deelt elk jaar één (de) oproep(en) voor project(en) mee dat (die) overeenstemt (men) met artikel 3 en dat (die) past (ssen) in het kader van het overlegd actieprogramma bedoeld in artikel 6, dat (die) de scholen, de culturele operatoren en de partneronderwijsinrichtingen uitnodigt (en) om samen overleg te plegen om één of meer projecten voor duurzame samenwerking in te dienen.

Art. 15. Het project voor duurzame samenwerking wordt door de school, de culturele operator of de partneronderwijsinrichting ingediend.

Het aantal projecten dat een school mag indienen, is niet beperkt voorzover deze projecten tot verschillende groepen leerlingen gericht zijn.

Het aantal projecten dat een culturele operator of een partneronderwijsinrichting mag indienen, is niet beperkt.

Art. 16. § 1. Om ontvankelijk te zijn, moet het project voor duurzame samenwerking :

1° uiterlijk op de vervalddag vastgesteld in de oproep voor projecten gestuurd worden aan de Cel Cultuur-Onderwijs;

2° ten minste de volgende elementen omvatten :

- de nauwkeurige beschrijving van het project waarvoor een financiering wordt aangevraagd;
- de gedetailleerde budgettaire vooruitzichten met betrekking tot het samenwerkingsproject;
- het volume van de voorziene activiteiten waarvan minstens één buiten de school georganiseerd wordt;
- de beschrijving van het beoogde publiek;
- de partnerschapsovereenkomst bedoeld in 3°.

3° de onderlinge verbintenis omvatten van de school, de culturele operator en/of de partnerinrichting, voor de organisatie van de activiteiten te zorgen overeenkomstig een partnerschapsovereenkomst gesloten tussen de betrokken partijen en met vermelding van de ontvanger van de financiering. Het model van deze partnerschapsovereenkomst wordt door de Regering vastgesteld;

4° goedgekeurd worden door het inrichtingshoofd wat betreft het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap; door de inrichtende macht voor het onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

§ 2. De Regering bepaalt, op voorstel van de Overlegraad, het model van beschrijving van het project en het model van de budgettaire vooruitzichten bedoeld in § 1, 2°.

Art. 17. § 1. Onverminderd het overlegd actieprogramma bedoeld in artikel 6, legt de Selectie- en evaluatiecommissie de Regering de projecten voor duurzame samenwerkingen voor die ze geselecteerd heeft in functie van de volgende criteria :

1° de betrokkenheid van de deelnemers, in het bijzonder de graad van betrokkenheid van de leerlingen en de leerkrachten in het project;

2° de actieve deelneming van de leerlingen in de activiteiten ontwikkeld in het project;

3° de graad van voorbereiding van het project, de kwaliteit van zijn doelstellingen en de gebruikte methodes;

4° de coherentie van het project met de gemeenschappelijke referentiesystemen inzake het onderwijs;

5° de bijdrage van het project voor de leerlingen op het gebied van ten minste één van de volgende doelstellingen :

- de ontwikkeling van het analytische vermogen en de kritische geest van de leerlingen en hun initiatie tot een verantwoordelijke houding;

- de strijd tegen de vormen van socioculturele uitsluiting door de sensibilisering voor de verscheidenheid van de vormen van cultuur, uitdrukking en creativiteit;

- de ontwikkeling van de aantrekkingskracht bij de leerlingen van de culturele productie- en verspreidingsplaatsen en het rechtstreeks contact met de kunstwerken door het aanleren van de culturele en artistieke uitdrukkingsmiddelen;

- de versterking van de banden tussen de scholen en de rechtstreekse omgeving door de ontwikkeling van culturele en artistieke activiteiten die aanleiding geven tot een blik van de leerlingen op hun buurten, levensplaatsen, de geschiedenis van deze en het geheugen van de bevolkingsgroepen die erin leven.

6° de voortzetten van het project nadat de activiteit volbracht is.

§ 2. Ter aanvulling van de criteria opgesomd in § 1 kan de Regering de criteria bepalen met betrekking tot de prioriteiten die ze formuleert in het overlegd actieprogramma bedoeld in artikel 6.

Afdeling III. — Punctuele samenwerking

Art. 18. Onder punctuele samenwerking wordt verstaan, elke culturele en artistieke activiteit ingeleid tussen een culturele operator en een school die niet beantwoordt aan een oproep voor projecten en die tijdens of buiten de schooltijd kan gebeuren en die aanleiding geeft tot het sluiten van een partnerschapsovereenkomst.

Art. 19. Het punctuele samenwerkingsproject wordt door de culturele operator of de school ingediend.

Het aantal projecten dat een school mag indienen, is niet beperkt voor zover deze projecten tot verschillende groepen leerlingen gericht zijn.

Het aantal projecten dat een culturele operator mag indienen, is niet beperkt.

Art. 20. § 1. Om ontvankelijk te zijn, moet het project voor punctuele samenwerking :

1° uiterlijk vóór 15 november gestuurd worden aan de Cel Cultuur-Onderwijs voor wat betreft de projecten waarvan de activiteit tussen de hervatting van de lessen na de wintervakantie en 30 juni moet plaatsvinden; en vóór 30 april voor wat betreft de projecten waarvan de activiteit tussen 1 september en 31 december van het volgende schooljaar moet plaatsvinden;

2° ten minste de volgende elementen omvatten :

- de nauwkeurige beschrijving van het project waarvoor een financiering wordt aangevraagd;
- de gedetailleerde budgettaire vooruitzichten met betrekking tot het samenwerkingsproject;
- de beschrijving van het beoogde publiek;
- de partnerschapsovereenkomst bedoeld in 3°;

3° de onderlinge verbintenis omvatten van de school, de culturele operator en/of de partnerinrichting, voor de organisatie van de activiteiten te zorgen overeenkomstig een partnerschapsovereenkomst gesloten tussen de betrokken partijen en met vermelding van de naam van de persoon die de financiering geniet. Het model van deze partnerschapsovereenkomst wordt door de Regering vastgesteld;

4° goedgekeurd worden door het inrichtingshoofd wat betreft het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap; door de inrichtende macht voor het onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.

§ 2. De Regering bepaalt, op voorstel van de Overlegraad, het model van beschrijving van het project en het model van de budgettaire vooruitzichten bedoeld in § 1, 2°.

Art. 21. § 1. Onverminderd het overlegd actieprogramma bedoeld in artikel 6, legt de Selectie- en evaluatiecommissie de Regering de ontvankelijke projecten voor punctuele samenwerkingen voor die ze geselecteerd heeft in functie van de volgende criteria :

1° de graad van voorbereiding van het project, de kwaliteit van zijn doelstellingen en de gebruikte methodes;

2° de coherentie van het project met de gemeenschappelijke referentiesystemen inzake het onderwijs;

3° de bijdrage van het project voor de leerlingen op het gebied van ten minste één van de volgende doelstellingen :

- de ontwikkeling van het analytische vermogen en van de kritische geest van de leerlingen en hun initiatie tot een verantwoordelijke houding;

- de strijd tegen de vormen van sociaal-culturele uitsluiting door de sensibilisering voor de verscheidenheid van de vormen van cultuur, uitdrukking en creativiteit;

- de ontwikkeling van de aantrekkingskracht bij de leerlingen van de culturele productie- en verspreidingsplaatsen en het rechtstreeks contact met de kunstwerken door het aanleren van de culturele en artistieke uitdrukkingmiddelen;

- de versterking van de banden tussen de scholen en de rechtstreekse omgeving door de ontwikkeling van culturele en artistieke activiteiten zodat de leerlingen een blik hebben op hun buurten, levensplaatsen, de geschiedenis van deze en het geheugen van de volkeren die erin leven.

4° het voortzetten van het project nadat de activiteit volbracht is.

§ 2. Ter aanvulling van de criteria opgesomd in § 1 kan de Regering de criteria bepalen met betrekking tot de prioriteiten die ze formuleert in het overlegd actieprogramma bedoeld in artikel 6.

*Afdeling IV. — Samenwerkingen die passen in het kader
van de mechanismen die ontwikkeld en ingesteld worden door de Franse Gemeenschap*

Art. 22. Wanneer een samenwerkingsproject in het kader past van de mechanismen ontwikkeld en uitgevoerd door de Franse Gemeenschap, dat opgenomen wordt in het overlegd actieprogramma bedoeld in artikel 6, wordt het geacht aan de doelstellingen bedoeld in artikel 3 te beantwoorden en kan in aanmerking komen voor een financiering.

AFDELING V. — Geprivilegieerde partnerschappen

Art. 23. Op voorstel van de Overlegraad kan de Regering geprivilegieerde partnerschappen sluiten met sommige culturele operatoren die het bewijs leveren van een pedagogische ervaring en een pedagogische beroemdheid en waarvan de actie die tot het geheel van het grondgebied van de Franse Gemeenschap wordt verspreid, gepaard gaat met pedagogische producties.

Art. 24. Een geprivilegieerd partnerschap houdt een meerjarenfinanciering in waarvan de nadere regels bepaald worden in een overeenkomst of een programmaovereenkomst gesloten tussen de Franse Gemeenschap en de culturele operator.

De Regering bepaalt de nadere regels en de inhoud van deze overeenkomst alsook het maximaal jaarlijks bedrag dat toegekend kan worden krachtens deze overeenkomst.

Deze overeenkomst stelt onder andere de aard en het volume van de culturele en artistieke activiteiten, de nadere regels voor de evaluatie ervan, de toegekende begrotingen, de data van inwerkingtreding en de vervaldata van de overeenkomst, de nadere regels voor de wijzigingen, de schorsing of de opzegging van de overeenkomst en de termijn voor de mededeling van het eindactiviteitsverslag.

TITEL IV. — *Organisatorisch kader*

HOOFDSTUK I. — *De Overlegraad*

Afdeling I. — Samenstelling

Art. 25. Er wordt een vaste Overlegraad ingesteld tussen de Algemene Directie Leerplichtonderwijs en de Algemene Directie Cultuur en de Algemene Dienst voor de Audiovisuele sector en voor de Multimedia, hierna de « Overlegraad » genoemd.

De Overlegraad wordt voorgezeten door de Secretaris-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, onder wiens gezag hij onmiddellijk wordt vervangen.

De Overlegraad is samengesteld uit :

1° de coördinator van de Cel Cultuur-Onderwijs;

2° een vertegenwoordiger van de Minister belast met het Leerplichtonderwijs, een vertegenwoordiger van de Minister van het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan en een vertegenwoordiger van de Minister van Cultuur;

3° de Directeur-generaal van het Leerplichtonderwijs en de Directeur van het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan;

4° de Directeur-generaal van Cultuur en de Adjunct-Directeur-generaal van de Algemene Dienst voor de Audiovisuele sector en voor de Multimedia;

5° 4 vertegenwoordigers van de Inspectiediensten van de Franse Gemeenschap : één voor het basisonderwijs, één voor het secundair onderwijs, één voor het gespecialiseerd onderwijs en één voor het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan;

6° 3 externe deskundigen, aangesteld door de Ministers van Leerplichtonderwijs, Secundair Kunstonderwijs met beperkt leerplan en Cultuur.

Het secretariaat wordt waargenomen door de coördinator van de Cel Cultuur-Onderwijs.

Afdeling II. — Opdrachten

Art. 26. De Overlegraad heeft als opdracht :

1° het overlegd actieprogramma bedoeld in artikel 6 om de drie jaar de Regering ter goedkeuring voor te leggen;

2° de Regering een selectietabel voor te leggen voor de projecten van duurzame en punctuele samenwerkingen die de doelstellingen en criteria bedoeld in de artikelen 3, 17 en 21 opsomt overeenkomstig de strategieën en de prioritaire hoofdlijnen aangenomen in het kader van het overlegd actieprogramma;

3° de Regering een tabel voor te leggen voor de evaluatie van de samenwerkingen waarbij vermeld kan worden in welke maat deze laatste aan de algemene doelstellingen en criteria bedoeld in de artikelen 3, 17 en 21 beantwoorden, alsook de strategieën en prioritaire hoofdlijnen aangenomen in het kader van het overlegd actieprogramma;

4° de Regering de vereiste criteria inzake pedagogie en artistieke kwaliteit en de nadere regels voor de toekenning van de labeling van de culturele en artistieke activiteiten voor te stellen die bestemd zijn voor het schoolpubliek bedoeld in artikel 7;

5° de Regering criteria voor te stellen om de informatie betreffende de gelabelde culturele en artistieke activiteiten bestemd voor het schoolpubliek voor te leggen;

6° de Regering, binnen het overlegd actieprogramma, de mechanismen voor te leggen die ontwikkeld en uitgevoerd worden door de Franse Gemeenschap, waarvan de samenwerkingsprojecten bedoeld in artikel 22 in aanmerking zullen kunnen komen voor een financiering;

7° de Regering, binnen de perken van de beschikbare kredieten, het sluiten van geprivilegieerde partnerschappen voor te leggen tussen sommige culturele operatoren, overeenkomstig de artikelen 23 en volgende;

8° na de toepassingsduur van elk overlegd actieprogramma, op basis van het voorafgaand verslag dat door de Selectie- en evaluatiecommissie bedoeld in artikel 30, § 3 meegedeeld wordt, een evaluatieverslag op te stellen dat hij aan de Regering stuurt. De Regering stuurt dit verslag binnen de twee maanden na zijn ontvangst ter informatie aan het Parlement;

9° de Regering, op eigen initiatief of op verzoek van één van de betrokken Ministers de wijzigingen voor te leggen die erop gericht zijn ofwel het decreet zelf, ofwel zijn toepassing te verbeteren;

HOOFDSTUK II. — Cel Cultuur-Onderwijs

Art. 27. § 1. De Cel Cultuur-Onderwijs, opgericht binnen het Secretariaat-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, wordt inzonderheid belast met het uitvoeren van het overlegd actieprogramma bedoeld in artikel 6.

Op die wijze oefent ze haar opdracht van enig loket uit. In het kader van deze opdracht :

- centraliseert ze zowel de vragen naar informatie uitgaande van de leerkrachten en de culturele operatoren als de aanvragen tot toekenning van financiering van de samenwerkingen en de aanvragen tot labeling van de culturele en artistieke activiteiten bestemd voor het schoolpubliek;

- houdt ze de lijst bij van de bestaande initiatieven die door de Franse Gemeenschap worden ontwikkeld of gelabeld en die ten doel hebben cultuur en kunst dichterbij de school te brengen, bedoeld in artikel 8 en zorgt ze voor de verspreiding via een computergestuurde databank die voor iedereen toegankelijk is;

- telt ze, overeenkomstig artikel 9, de pedagogische hulpmiddelen ontwikkeld door de culturele operatoren en de leerkrachten en zorgt ze voor de verspreiding ervan via een computergestuurde databank die voor iedereen toegankelijk is;

- stimuleert ze de productie van pedagogische hulpmiddelen die gezamenlijk ontwikkeld worden door de culturele operatoren en de leerkrachten;

- bevordert ze de ontmoetingen voor een betere onderlinge kennis tussen de culturele operatoren en de leerkrachten die op termijn aanleiding geeft tot het leggen en het versterken van de banden van partnerschappen overeenkomstig artikel 10;

- organiseert ze ontmoetingen tussen kunstenaars en leerlingen, op verzoek van de scholen overeenkomstig artikel 11;

§ 2. De Cel Cultuur-Onderwijs heeft eveneens als opdracht uitspraak te doen over de ontvankelijkheid :

1° van de projecten voor duurzame samenwerkingen en na te kijken of deze voldoen;

a) aan de criteria van ontvankelijkheid vastgesteld in artikel 16;

b) aan de voorwaarden van voorlegging van projecten vastgesteld in de oproep voor projecten.

2° van de projecten voor punctuele samenwerkingen en na te kijken of ze aan de criteria van ontvankelijkheid bepaald in artikel 20 voldoen.

De Cel Cultuur-Onderwijs bewijst de ontvangst van het dossier en kijkt na of het dossier volledig is in de zin van de artikelen 16 en 20.

Als het dossier onvolledig is, verwittigt ze de aanvrager erover. Deze heeft een termijn van vijftien dagen om de ontbrekende stukken te sturen. Bij gebreke daarvan, wordt de aanvraag beschouwd als van rechtswege onontvankelijk.

Als de aanvraag onontvankelijk is, deelt de Cel Cultuur-Onderwijs ze mee aan de Selectie- en evaluatiecommissie.

*HOOFDSTUK III. — Selectie- en evaluatiecommissie**Afdeling I. — Samenstelling en werking*

Art. 28. § 1. Er wordt een selectie- en evaluatiecommissie ingesteld die als opdracht heeft de selectie en de evaluatie van samenwerkingsprojecten aan de Regering voor te leggen, hierna « de Commissie » genoemd.

De Commissie wordt voorgezeten door de Secretaris-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap of zijn afgevaardigde.

§ 2. Ze is samengesteld uit :

1° een vertegenwoordiger van de Minister van Leerplichtonderwijs, een vertegenwoordiger van de Minister van secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan en van een vertegenwoordiger van de Minister van Cultuur;

2° 4 vertegenwoordigers van de Inspectiediensten van de Franse Gemeenschap : één voor het basisonderwijs, één voor het secundair onderwijs, één voor het gespecialiseerd onderwijs en één voor het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan;

3° de Directeur-generaal van Cultuur of zijn afgevaardigde;

4° de Adjunct-Directeur-generaal van de Algemene Dienst voor de Audiovisuele sector en de Multimedia of zijn afgevaardigde;

5° de Directeur-generaal van het Leerplichtonderwijs of zijn afgevaardigde;

6° de Directeur van het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan of zijn afgevaardigde;

7° 4 vertegenwoordigers van culturele operatoren, aangesteld door de Regering voor een termijn van drie jaar, na een oproep tot kandidaten waarvan de nadere regels bepaald worden door de Regering die voor een evenwicht zorgt tussen de verschillende artistieke disciplines en culturele gebieden;

8° de Adjunct-Directeur-generaal van de Algemene Dienst voor de Pedagogische Zaken en het Sturingssysteem van het onderwijsnet georganiseerd door de Franse Gemeenschap of zijn afgevaardigde;

9° 4 vertegenwoordigers aangesteld door de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de inrichtende machten van het onderwijs;

10° de coördinator van de Cel Cultuur-Onderwijs.

§ 3. De leden bedoeld onder de punten 1° tot 9° alsook de Voorzitter, zijn stemgerechtigd. Het lid bedoeld in 10° heeft raadgevende stem en doet dienst als secretaris.

De Commissie doet, telkens als ze het nodig acht, een beroep op het advies van deskundigen die raadgevende stem hebben.

Art. 29. De Commissie wordt bijeengeroepen door de Voorzitter die de agenda van de werkzaamheden bepaalt.

De Commissie beraadslaagt en beslist slechts geldig als de helft van de stemgerechtigde leden aanwezig of vertegenwoordigd zijn.

De Commissie neemt haar beslissingen bij een tweederde meerderheid van de aanwezige leden.

De Regering bepaalt de andere nadere werkingsregels van de Commissie.

Afdeling II. — Opdrachten

Art. 30. § 1. Binnen de perken van de beschikbare kredieten, stelt de Commissie de Regering de projecten voor duurzame en punctuele samenwerkingen voor die aan de algemene doelstellingen en criteria beantwoorden zoals bepaald in de selectietabel bedoeld in artikel 26, 2° alsook, voor elk van haar projecten, het bedrag van de subsidie die moet worden toegekend na de overeenstemming te hebben nagekeken tussen het aangevraagde bedrag en de activiteiten ontwikkeld in het kader van het samenwerkingsproject.

§ 2. De Commissie evalueert de geselecteerde samenwerkingsprojecten met behulp van de evaluatietabel bedoeld in artikel 26, 3°.

Hierbij stuurt de begunstigde van de subsidie, binnen de termijnen bepaald door de Regering en op voorstel van de overlegraad, de Cel Cultuur-Onderwijs het activiteitenverslag met ten minste de volgende elementen :

1° een culturele en artistieke evaluatie;

2° het activiteitenvolume;

3° het aantal leerlingen die aan de activiteiten hebben deelgenomen in het kader van de samenwerking;

4° de rekeningen in verband met de activiteiten georganiseerd in het kader van de samenwerking.

§ 3. Na de duur van toepassing van elk overlegd actieprogramma stuurt de Commissie de Overlegraad een voorafgaand verslag om het evaluatieverslag bedoeld in artikel 26, 8° te verrijken.

TITEL V. — *Opheffingsbepaling*

Art. 31. Het decreet van 12 mei 2004 betreffende de promotie van culturele activiteiten in het onderwijs en het decreet van 12 mei 2004 betreffende de ontwikkeling van synergieën tussen de onderwijswereld en de culturele wereld worden opgeheven.

TITEL VI. — *Overgangsbepalingen*

Art. 32. Voor wat betreft de projecten voor duurzame samenwerkingen die betrekking hebben op het schooljaar 2006/2007, in afwijking van artikel 14, deelt de Regering één van de oproepen voor projecten mee die in overeenstemming is met artikel 3 en die de scholen, de culturele operatoren en partneronderwijsinrichtingen uitnodigt om overleg te plegen om één of meer projecten voor duurzame samenwerking in te dienen.

Art. 33. Voor wat betreft de projecten voor punctuele en duurzame samenwerkingen die betrekking hebben op het schooljaar 2006/2007, in afwijking van de artikelen 16, 17, 20 et 21, vergadert de Selectie- en evaluatiecommissie ten minste twee keer vóór het einde van het schooljaar 2005/2006 en stelt de Regering, binnen de perken van de beschikbare kredieten,

- de projecten voor punctuele samenwerkingen voor die aan de algemene doelstellingen en criteria bedoeld in de artikelen 3 en 21 beantwoorden;

- de projecten voor duurzame samenwerkingen voor die aan de algemene doelstellingen en criteria bedoeld in de artikelen 3 en 17 beantwoorden.

TITEL VII. — *Inwerkingtreding*

Art. 34. Dit decreet treedt in werking op 1 april 2006.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 24 maart 2006.

De Minister-Presidente,
belast met het Leerplichtonderwijs en het Onderwijs voor Sociale Promotie,
Mevr. M. ARENA

De Vice-Presidente
en Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,
Mevr. M.-D. SIMONET

De Vice-President en Minister van Begroting en Financiën,
M. DAERDEN

De Minister van Ambtenarenzaken en Sport,
Cl. EERDEKENS

De Minister van Cultuur, de Audiovisuele Sector en Jeugd,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. C. FONCK

—
Nota

Zitting 2005-2006

Stukken van de Raad. - Ontwerp van decreet, nr. 226-1. Commissieamendementen nr. 226-2. - Verslag, nr. 226-3.

Integraal verslag. - Bespreking en aanneming. - Vergadering van 21 maart 2006.